



30^{ème} Congrès International du Notariat Cancun, Mexique – 1 au 3 décembre 2022

Thème I:

« L'exercice de la fonction publique notariale dans la sphère virtuelle ».

Coordonnateur international : Not. Carlo Alberto Marcoz (Italie)

CONCLUSIONS

Le 30^{ème} Congrès International du Notariat se déroule juste après l'émergence de la grande pandémie Covid-19 et à une époque de grande et rapide innovation dans tous les domaines, économiques et sociaux, de la production des biens à la prestation de services, de la communication à la façon dont les personnes interagissent entre elles-mêmes.

La numérisation de la société et la dématérialisation représentent aujourd'hui un grand défi aussi pour le notariat, dans tous les Pays.

1. Dans la presque totalité des Pays, des instruments numériques sont utilisés par les notaires dans l'exercice de leur fonction.

La diffusion des systèmes de rédaction des actes sur support digital peut faciliter la gestion des dossiers et permettre aux notaires un travail plus simple. L'accès direct aux registres publics par voie électronique accélère les procédures, soit pour les clients soit pour les institutions. La gestion directe de certains registres permet une information rapide et complète.

L'exercice de la fonction notariale en utilisant des nouvelles technologies permet une plus rapide et efficace gestion des données et un meilleur résultat pour les citoyens ; le rôle du notaire, officier public impartial qui attribue aux actes une sûreté et une force fondamentales dans les plus importants domaines socio-économiques, reste invarié.

L'utilisation de systèmes digitaux peut aussi faciliter le rapport du notaire avec ses clients et donner au notaire des avantages en termes d'efficacité de son travail et de modernisation de son image.

La société a évolué vers la numérisation des relations humaines. Ce phénomène socio-économique génère une fracture entre les citoyens habiles numériquement et les personnes victimes de l'illectronisme, soit pour leur

CONCLUSIONS

vulnérabilité soit pour l'absence d'infrastructures. Tous les citoyens, mais surtout ces derniers, exigent des agents qui les écoutent, leur répondent et assurent une sécurité juridique préventive. Il est de la nature du notaire d'accompagner les personnes vulnérables et il devra adapter ses méthodes pour conserver le lien de confiance et de proximité.

2. La plus grande innovation que les notaires sont en train d'affronter est sans doute la réalisation de systèmes de conclusion d'actes authentiques avec comparution « en ligne » des parties.

La question n'est plus si un « acte avec comparution en ligne » peut être réalisé, mais comment on peut le réaliser avec toutes les garanties qui sont typiques de l'exercice de la fonction notariale.

Des systèmes biométriques pourraient faciliter le contrôle notarial, qui n'est quand même pas limité à la seule identification : le notaire vérifie la volonté, la capacité et le libre consentement des parties.

L'identification des parties doit rester sous la responsabilité du notaire ; les différentes solutions techniques adoptées doivent être un support pour l'activité du notaire, qui est le responsable final de l'identification et qui la garantit.

La vérification de la volonté, de la capacité et du libre consentement des parties reste l'élément fondamental de l'exercice de la fonction notariale ; au moindre doute, le notaire doit pouvoir refuser la conclusion de l'acte par visioconférence.

L'intervention notariale dans les transactions électroniques peut offrir de la flexibilité sans compromettre la sécurité juridique.

Pour l'exercice de l'activité notariale avec des systèmes d'identification en ligne, il faudrait permettre l'accès aux bases de données nationales avec vérification des informations biométriques des citoyens.

Le problème de la compétence territoriale se pose, au niveau interne, dans tous les Pays où une compétence limitée est prévue par loi pour l'exercice de la fonction notariale. La question se pose aussi au niveau international : un risque de conflit entre les différents systèmes juridiques nationaux est présent.

CONCLUSIONS

Il sera nécessaire de proposer de nouvelles règles au niveau international : une classification des actes notariés en fonction du lien le plus fort s'appliquant à la nature de l'acte peut être proposée pour fonder des facteurs de rattachement.

L'UINL aura pour tâche de proposer des solutions et promouvoir des accords internationaux nécessaires à la reconnaissance mutuelle des actes authentiques numériques, afin de faciliter la circulation de nos actes par voie informatique.

3. La responsabilité est aussi la valeur ajoutée que le notaire peut donner aux transactions réalisées en ligne : un sujet tiers, qui garantit avec sa présence la sûreté des données (identité des parties, vérification de leur volonté et des, contrôle de la légalité) et, grâce à cette responsabilité, attribué et gérée par l'État qui forme et contrôle l'exercice de la fonction notariale, donne aux actes une force probante et exécutoire particulière.

Chaque notaire doit apprendre à gérer efficacement les instruments numériques et à suivre la société moderne en constante évolution.

Les notaires et les institutions notariales doivent démontrer que la fonction notariale ne peut pas être substituée par des procédures technologiques : le notariat doit apporter des réponses concrètes à la demande de sécurité des données avec une offre qui, au-delà des moyens employés, reflète le rôle de garant de la sécurité juridique.

Cancun, Mexique, le 3 décembre 2022.

--oo--oo--oo--